



Paris, 12 avril 2019

## **Position commune UNSA-CGC sur le dialogue social à la DGFIP**

Tandis que la communication ministérielle suit des chemins de traverse, éludant les interrogations fondamentales portant sur la présentation du schéma directeur d'ensemble projeté à la DGFIP (mission et réseau) et son plan pluriannuel de restructurations (structures et emplois), le dialogue social dans notre administration connaît lui aussi un parcours chaotique.

En effet, depuis le mois de mars 2019, les réunions de concertation avec l'administration sont boycottées par la plupart des organisations syndicales. Jusqu'à une date récente, les rencontres avaient été purement et simplement annulées ou reportées.

Cependant, depuis le début du mois, la DG a décidé de tenir les groupes de travail avec celles et ceux qui acceptaient de s'asseoir autour de la table. Ainsi, depuis trois réunions, les syndicats UNSA et CGC étaient les seules organisations représentatives au plan ministériel et Fonction publique présentes.

Encore faut-il s'entendre sur la définition des mots « dialogue » et « concertation ». Force est de constater qu'en se cachant derrière ces vocables, la DG se limite à communiquer des informations cantonnées à des sujets éparpillés et des dispositifs parcellaires qui constituent seulement des éléments du puzzle de la grande réforme annoncée, jamais décrite dans toutes ses composantes et ses conséquences.

Dans ces conditions, nos deux organisations UNSA et CGC ne peuvent donner leur aval à cette entreprise qui consiste :

- A discuter du particulier avant de présenter le schéma général ;
- A n'envisager le dialogue social que comme un simple parcours de « case cochée » ne laissant aucune place à une concertation réelle ;
- A se satisfaire d'un nombre limité d'interlocuteurs.

En conséquence, nous refusons de poursuivre ce « semblant » de dialogue social sous sa forme actuelle purement informative :

- Nous réclamons la présentation de l'ensemble des réformes envisagées dans notre administration, en présence des décideurs ;
- Nous réclamons une réunion de « concertation » dédiée exclusivement au dialogue social et la méthodologie suivie à la DGFIP.

-----

Dès lors, de manière commune, l'UNSA et la CGC décident de suspendre leur participation aux prochains groupes de travail programmés par l'administration selon la méthodologie actuellement suivie, dans l'intérêt de tous.